

IAA  
2 rue Kerivoal  
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 08/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EVEN LAIT INDUSTRIE**

LIEU DIT TRAON BIHAN  
29260 PLOUDANIEL

Code AIOT : 0052902419

Références réglementaires :

- Arrêté préfectoral n°41/17 AI du 23 octobre 2017 ;
- Arrêté préfectoral du 10 août 2022 plaçant le département du Finistère en crise sécheresse

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2022 dans l'établissement EVEN LAIT INDUSTRIE implanté LIEU DIT TRAON BIHAN 29260 PLOUDANIEL. L'inspection a été annoncée le 01/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EVEN LAIT INDUSTRIE
- LIEU DIT TRAON BIHAN 29260 PLOUDANIEL
- Code AIOT : 0052902419
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Even Lait Industrie (groupe Laïta) exploite une installation de traitement et transformation du lait (laiterie, fromagerie, crêperie, fabrication de produits de nutrition clinique et diététique), réglementée par l'arrêté préfectoral du 23/10/2017. La visite s'est déroulée sur une partie ciblée des installations : canal de rejet des eaux industrielles traitées et point de rejet dans la rivière de l'Aber Wrac'h (amont/aval).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- prélèvements d'eau : origine, suivi des consommations et mesures de réduction
- incident survenu début août (dysfonctionnement temporaire de la station d'épuration)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/10/2017, article 4.2.1	/	Sans objet
2	Prescription en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 23/10/2017, article 4.2.4	/	Sans objet
3	Disposition arrêté cadre sécheresse (ACS)	Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/10/2017, article 10.2.2	/	Sans objet
5	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 23/10/2017, article 2.5	/	Sans objet
6	Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 23/10/2017, article 10.2.3	/	Sans objet
7	Eaux résiduaires industrielles	Arrêté Préfectoral du 23/10/2017, article 4.4.9	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'analyse de l'incident survenu début août au niveau de la station d'épuration industrielle a notamment mis en évidence la nécessité de renforcer la surveillance de la qualité des rejets aqueux dans le milieu naturel par la mise en place d'un suivi continu du paramètre NH4 (paramètre déjà analysé mais à une fréquence (bi)hebdomadaire). Cette surveillance en continu est effective et sera intégrée lors de la prochaine révision de l'arrêté préfectoral réglementant l'activité du site.

Par ailleurs, l'inspection constate le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 10/08/2022 plaçant le département du Finistère en situation de crise sécheresse. Les mesures de réduction chiffrée de consommation d'eau ne sont pas applicables au vu de la mise en oeuvre effective des prescriptions particulières en cas de sécheresse fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 23/10/2017 (mesure d'exemption prévue à l'annexe III (mesure 17) de l'arrêté préfectoral du 10/08/2022 précité).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2017, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : - forages F1, F2, F3, F4, F5, F6 : 1440 m <sup>3</sup> /j  En complément, l'approvisionnement en eau du site est assuré par le réseau public d'adduction de la commune de Ploudaniel [...].
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un suivi des volumes prélevés à partir du réseau d'adduction publique et des forages et met à disposition le relevé des consommations d'eau depuis le 18/07/2022. L'inspection constate le respect du seuil de prélèvement journalier autorisé à partir des forages sur la période considérée. L'exploitant précise que le forage F6 a été arrêté depuis 2020 lors de l'extension de la fromagerie, puis comblé par un prestataire agréé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Prescription en cas de sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2017, article 4.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de réduction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Durant la période d'application d'un arrêté préfectoral limitant provisoirement les usages de l'eau dans le secteur d'implantation de l'usine, la société Even Lait Industrie transmet hebdomadairement à l'inspection des installations classées, en distinguant ses différents modes d'alimentation en eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un état quotidien de son niveau d'activité et de ses consommations d'eau (forage et réseau public) pour la semaine écoulée ;</li> <li>- une prévision de son niveau d'activité et de ses consommations d'eau pour chaque jour de la semaine à venir ;</li> <li>- un récapitulatif des mesures de limitation de ses consommations d'eau mises en place depuis l'entrée en application de l'arrêté préfectoral susvisé, et des mesures complémentaires éventuelles qui pourraient être mises en place.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Chaque semaine, l'exploitant transmet à l'inspection un tableau qui comporte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le suivi quotidien des volumes prélevés à partir du réseau d'eau de ville et des forages, associé au niveau d'activité (volume de lait entrant ou quantité de produits finis), pour la semaine écoulée ;</li> <li>- la prévision de la consommation d'eau quotidienne (eau de ville et eau des forages) et le niveau d'activité associé (volume de lait entrant ou quantité de produits finis) pour la semaine à venir ;</li> <li>- le plan d'action mis en place depuis l'entrée en vigueur des mesures de restriction des usages de l'eau (sensibilisation du personnel, réduction des lavages de sols, suppression des lavages NEP intermédiaires, optimisation de l'utilisation des eaux récupérées).</li> </ul> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique que des projets sont en cours d'étude à date et feront l'objet d'une demande d'investissement le cas échéant (utilisation d'un mélange eau potable/eau osmosée pour l'alimentation des écrémeuses, alimentation de certaines tours aéroréfrigérantes par un mélange eau potable/eaux de condensats).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Disposition arrêté cadre sécheresse (ACS)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de réduction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures de réduction chiffrée s'appliquent si aucune des 3 hypothèses suivantes n'est satisfaite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'arrêté d'autorisation existant, ou de prescriptions spéciales comporte des prescriptions encadrant l'activité en période de sécheresse ;</li> <li>- l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits jusqu'au minimum possible (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité) ;</li> <li>- mise en œuvre de son propre plan d'action de réduction des consommations basé sur un diagnostic de moins de 5 ans sur son process, ce plan d'action ayant fait l'objet d'une validation préalable par le service de police ICPE.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'article 4.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 23/10/2017 fixe des prescriptions particulières en cas de sécheresse. A ce titre, le site se positionne sur l'hypothèse 3 prévue par l'arrêté préfectoral du 10/08/2022 : "l'arrêté d'autorisation existant comporte des prescriptions encadrant l'activité en période de sécheresse". Les mesures de réduction chiffrées ne sont donc pas applicables sous réserve du respect des prescriptions particulières.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Relevé des prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2017, article 10.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de la consommation en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvements d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 4.1, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant confirme la présence de compteurs au niveau de l'alimentation en eau à partir du réseau d'adduction publique et de chaque forage ; les relevés quotidiens sont réalisés automatiquement puis remontés dans l'outil de gestion technique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Gestion de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2017, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Incidents ou accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et palier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Un incident survenu au niveau de la station d'épuration du site entre le 02/08 et le 05/08 a entraîné le dépassement des valeurs limites d'émission des eaux résiduaires industrielles fixées à l'article 4.4.9 de l'arrêté préfectoral du 23/10/2017 précité (situation revenue conforme le 06/08 sur l'ensemble des paramètres réglementés). L'exploitant a informé l'inspection et a transmis un rapport d'incident qui mentionne notamment la chronologie de l'évènement, les conséquences environnementales, les causes directes et les mesures d'amélioration mises en œuvre et prévues. Ce rapport d'incident est complété par une analyse des causes profondes (arbre des causes) aboutissant à un plan d'actions correctives et préventives, dont la réalisation est planifiée par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Surveillance des émissions et de leurs effets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2017, article 10.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquences et modalités de l'autosurveillance des rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le suivi est réalisé sur chaque rejet d'eaux résiduaires industrielles, à partir d'échantillon(s) prélevé(s) sur une durée de 24h, proportionnellement au débit, et conservé en enceinte réfrigérée. Les dispositions minima suivantes sont mises en œuvre :
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare avoir mis en place une surveillance en continu du paramètre NH4 (capteur en ligne), action corrective identifiée lors de l'analyse des causes profondes de l'incident détaillé précédemment.
<b>Observations :</b> L'inspection prend acte du renforcement du suivi de la qualité des rejets aqueux, ce point sera pris en compte lors d'une prochaine révision de l'arrêté préfectoral réglementant l'activité du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Eaux résiduaires industrielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2017, article 4.4.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies (du 1er juin au 30 novembre) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- volume : 3300 m3</li> <li>- DCO : 90 mg/l et 216 kg/j</li> <li>- DBO5 : 20 mg/l et 48 kg/j</li> <li>- MES : 25 mg/l et 60 kg/j</li> <li>- NTK : 5 mg/l et 12 kg/j</li> <li>- NH4 : 3 mg/l et 7,2 kg/j</li> <li>- NGL : 10 mg/l et 24 kg/j</li> <li>- Ptotal : 1 mg/l et 2,4 kg/j</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'inspection constate le respect des valeurs limites de rejet des eaux résiduaires industrielles, en concentration et en flux, sur le dernier bulletin d'analyses mis à disposition par l'exploitant (05/09/2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet